

Après Negrin - Miaja - Del Vayo

Miaja - Casado - Beisteiro

Les traîtres numéro 2 après les traîtres numéro 1

QUOIQUE les informations concernant le coup d'Etat à Madrid sont très incomplètes, il est facile pour nous de dégager le sens des événements. C'est la capitulation — conséquence logique de toute la politique du Front Populaire : capitulation devant le fascisme. C'est la trahison de la cause républicaine par les républicains, de la cause antifasciste par les « antifascistes ».

Qui sont les traîtres ? Besteiro comploteur et partisan de la capitulation depuis des années. Colonel Casado que Negrin venait de nommer général. Miaja, le général protégé par les communistes, admirateur du « Grand Staline », louangé par les stalinien. Carillo, socialiste lié parait-il à la tendance de Largo Caballero, c'est-à-dire à la tendance réformiste de gauche, pourrie, qui n'a pas su au cours de ces deux dernières années depuis son conflit avec les stalinien que de pousser des gémissements plaintifs (en passant rappelons qu'avec cette tendance « progressive » fleurissaient tous les représentants du Bureau de Londres venus en Espagne.

Mais certains hommes de la C.N.T. sont aussi dans les combinaisons : Marià, Vall et surtout Cipriano Mera. Le fait qu'on y trouve des anarchistes ne peut étonner que ceux qui ignorent la nature profondément réformiste de la direction de la CNT et de la FAI. Les « anti-stalinien » Garcia Oliver et Frederica Montseny, n'ont-ils pas trahi la glorieuse Commune de Barcelone du 3-6 mai 1937 ? N'ont-ils pas livré au massacre les stalinien les militants de leur propre organisation ? Ces antipoliticos : continuent : ils livrent en ce moment le prolétariat de Madrid à Franco.

De reste Cipriano Mera est un anarchiste d'extrême droite, il combattait par exemple « Los Amigos de Durutti » qui s'engageaient dans la voie « troskiste » c'est-à-dire révolutionnaire.

Le coup d'Etat de Casado et de Miaja est formellement dirigé contre les communistes, mais il est dirigé en réalité contre le prolétariat pris dans son ensemble. Les chefs communistes ont résisté, héroïquement comme il fallait s'y attendre : ils ont fui en avion. Passonaria avait de la passion pour lutter contre les « troskistes », mais elle lui a fait défaut quand il fallait engager la lutte contre ses amis les traîtres, les républicains du Front Populaire.

« El Gobierno de a Victoria » a pris victorieusement et par la voie la plus rapide le chemin de Paris.

Qui est responsable de la trahison ? Responsables sont en premier lieu naturellement les républicains rebelles cités plus haut, responsables aussi Bonnet et Chamberlain bien qu'ils s'orientent en ce moment non sur Besteiro, mais sur Franco ; responsable est surtout la politique du Front Populaire dont les promoteurs les plus enthousiastes furent les stalinien.

Regardez-vous dans la glace, criminels ! Que vaut votre « armée républicaine », de la direction de laquelle vous avez chassé tous les poumistes et tous les révolutionnaires ? Quelle est sa fidélité au régime républicain ? Comme au vieux temps de la monarchie, elle fait des « pronunciamientos ». Pour lutter contre Franco, il fallait au contraire une armée rouge, c'est-à-dire une armée prolétarienne construite sur la base de la dictature du prolétariat.

Nous les bolchevicks-léninistes espagnols, les partisans de la IV^e Internationale, nous l'avons proclamé mille fois.

Que vaut l'appareil étatique bourgeois républicain démocratique ? Il s'incline devant le pronunciamiento. Mais les glorieuses patrouilles de contrôle, vous, les stalinien, vous les avez dissous et supprimé ! Criminels, ce que vous avez semé à Barcelone, le 3-6 mai, vous le récoltez maintenant ; après Barcelone abandonné sans combat, Madrid cent fois glorieuse Madrid est trahie !!!

Hélas, le prolétariat espagnol et international récolte aussi les fruits de vos crimes : les défaites de la classe ouvrière et les victoires du fascisme. Mais le prolétariat espagnol et international se réveillera contre Franco, et contre vous. Heureusement nous sommes là ! La IV^e Internationale est là ! Pour indiquer au prolétariat le glorieux chemin d'Octobre 1917, de Lénine et de Trotsky !

Les leçons tirer de ce nouvel acte du drame espagnol ? En premier lieu, c'est vous les ouvriers français qui devez les tirer. Ne suivez pas la voie du suicide qui est celle du Front Populaire et de la démocratie bourgeoise pourrie ! Prenez audacieusement la voie de la Révolution Proletarienne que vous indique la IV^e Internationale !

Entre le fascisme et nous c'est la lutte à mort. Il n'y a pas de trêve et d'armistice possible. « La paix digne » que propose Casado et Miaja ne peut être que la capitulation devant le fascisme, c'est-à-dire devant Franco. Mais le plus probable est que Franco n'accepte même pas votre capitulation ; Messieurs les traîtres Casado et Miaja ! Dans ce cas vous ne ferez par votre pronunciamiento que faciliter l'offensive de Franco contre Madrid.

Mais il y a à Madrid et dans toute l'Espagne du centre les ouvriers et les militants révolutionnaires qui savent ce qui les attend en cas de victoire de Franco. S'engageront-ils dans la voie révolutionnaire de la constitution des comités révolutionnaires et des organismes indépendants du pouvoir étatique bourgeois de nouveau entièrement dans les mains des traîtres ? S'engageront-ils dans la glorieuse voie du 19 juillet ? Il n'est jamais trop tard pour bien faire.
R. C.

Au procès Renault Costes dénonce la Quatrième Internationale

Le lundi 6 mars, s'est ouvert à l'audience de la 14^{ème} Chambre correctionnelle le procès des métaux de chez Renault. Sur la plainte de la direction une dizaine de militants syndicalistes ont été inculpés « d'entraves à la liberté du travail », à la suite de la grève de novembre.

Costes, député stalinien de Boulogne était cité comme témoin. Mais au lieu de stigmatiser l'attitude du gouvernement qui, après avoir provoqué et encouragé les ouvriers, les fait encore condamner par ses tribunaux, il a fait un

appel à la « paix sociale », déclarant que ses amis et lui n'avaient jamais cherché que l'apaisement et la bonne entente avec le patronat, et que les « troubles » étaient le fait d'une poignée d'agitateurs se prétendant membres d'une 4^{ème} internationale. Cette attitude écoraçante doit être dénoncée aux ouvriers. Elle donne la mesure de l'ignominie du parti stalinien qui, après s'être prêté au jeu de provocation du gouvernement, s'offre encore à s'en faire l'auxiliaire contre les ouvriers révolutionnaires.

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS !

LA LUTTE OUVRIÈRE

Organe Hebdomadaire du Parti Ouvrier Internationaliste (Bolchevik-Léniniste)
Section Française de la IV^e Internationale

VENDREDI
10 MARS 1939
4^e Année — Numéro 112
Le Numéro : 0 fr. 75
RÉDACTION - ADMINISTRATION
15, passage Dubail
'54, boul. Magenta, Paris (10^e)
ABONNEMENTS :
France et colonies : 1 an, 30 fr.,
6 mois, 16 fr. ; 3 mois, 8 fr.
Etranger : 1 an, 40 fr. ; 6 mois,
20 fr. ; 3 mois, 10 fr.
Compte chèque postal : Roussel
2247-23 Paris.

JUSTICE DE CLASSE !

TA-THU-THAU LIBÉRÉ ! Ouvrez les prisons d'Indochine

Notre camarade Ta-Thu-Thau et le stalinien Ngyren Van Tao viennent d'être libérés conditionnellement aujourd'hui à midi. Mais, frappés d'interdiction de séjour, ils devront s'éloigner de Saigon et de la banlieue proche et lointaine demain à minuit. Le gouvernement veut ainsi interdire à Ta-Thu-Thau toute activité politique. La santé de notre camarade est toujours mauvaise. Son bras droit est constamment agité d'un tremblement nerveux, tandis que sa jambe droite est incapable de mouvements normaux. Thau a donc été libéré trois mois avant l'expiration prévue de son incarcération. Mais reste enfermé notre camarade Ng ven van So, lui aussi malade. Saigon, 18 février.



Ce cliché représente la manifestation des Indochinois devant l'Elysée en 1930, au cours de laquelle notre camarade TA-THU-THAU fut arrêté, puis déporté en Indochine.

La correspondance de nos camarades de Cochinchine nous apporte une nouvelle qui réjouira le prolétariat français : la libération de Ta-Thu-Thau, et avec lui, de Tao. Mais la lutte pour arracher une amnistie réelle doit continuer. Il faut exiger le retrait de l'interdiction de séjour pour Thau, la libération de So. Il faut lutter contre l'ignoble régime pénitentiaire des bagnes de Poulo-Condore ! En envoyant notre fraternel salut de lutte à Ta-Thu-Thau, nous prenons l'engagement de redoubler d'efforts dans l'action en faveur des révolutionnaires d'Indochine, menacés par les gros capitalistes rapaces qui mettent ce pays en coupe réglée. — La Rédaction.

Nouvelles mesures pour anéantir le rôle des délégués

Un des décrets Daladier-Reynaud du 12 novembre 1938 n'avait encore été suivi d'aucune application, c'est le décret concernant les élections des délégués d'entreprises. Il fallait qu'un règlement d'administration publique en fixe les modalités d'application. Or ce règlement est paru au Journal officiel du 1^{er} mars 1939.

Depuis la grève du 30 novembre de nombreuses élections de délégués étaient à faire par suite de la licencement de beaucoup d'entre eux et parce que les patrons avaient en général fait signer une nouvelle feuille d'embauchage aux grévistes, ce qui, en leur enlevant leur ancienneté dans l'entreprise, les empêchait d'être élus délégués.

L'importance de l'attaque patronale est grosse de conséquences, car, avec les nouvelles élections suivant les modalités gouvernementales, les délégués combattifs seront remplacés par des mous ou des jeunes.

Quelles sont donc les grandes lignes du décret du 12 novembre et du règlement d'administration publique ? Ce décret et ses modalités d'application remplacent les dispositions des conventions collectives. Ainsi les articles donnant aux électeurs la possibilité de révoquer à tout instant un délégué remplissant mal sa mission sont abrogés.

Le décret fixe le nombre des délégués : 1 délégué de 11 à 50 ouvriers, 2 de 51 à 250, 3 de 251 à 1000 et 1 par tranche de 1000 au-dessus. Il y aura autant de suppléants. Le nombre en est bien réduit par rapport à l'ensemble des conventions collectives existantes. Ainsi pour une usine de 2000 ouvriers, il y aura 4 délégués titulaires seulement. Pour les techniciens de la métallurgie, leur convention prévoyait 8 délégués pour 1000 membres, ils n'en auront plus que 3.

Les jeunes de plus de 18 ans ne votent plus. — Pour être électeur, le décret exige 21 ans d'âge et la nationalité française.

Les patrons deviennent tout puissants dans les élections. — Ce sont eux qui établissent les listes des électeurs et des éligibles. Les délégués sortant n'auront plus le droit de donner leur avis, les syndicats non plus.

Le patron divisera son usine en collèges électoraux comme il l'entendra (si les ouvriers le laissent faire) et ce la lui donne la possibilité légale d'arranger les élections suivant la répartition des jaunes dans l'usine. D'autre part, « tout éligible peut être élu, même s'il n'a pas posé sa candidature ». Que de salades électorales cette disposition va permettre. De plus, « le chef d'établissement ou son représentant a toujours accès dans le local de vote ». Ainsi les éléments à sa solde seront surveillés directement et les autres seront en partie neutralisés s'ils veulent continuer à travailler.

Pour permettre aux élections de conclure même lorsque le patron s'est arrangé pour éliminer les candidats fidèles à leur classe, il est précisé le candidat « qui a obtenu la majorité relative des voix » est élu. C'est ainsi que l'on a pu voir un délégué élu à l'usine Caudron Point du Jour avec 4 voix, alors que le nombre des électeurs est de 300, aucun ne voulant se présenter par peur du licencement.

Pour clore toutes ces dispositions réactionnaires, il est prévu qu'au cas où il y aurait des contestations soit sur les listes électorales, soit sur la régularité de l'élection, c'est le juge de paix qui tranchera. Pratiquement l'ouvrier qui se verra éliminé de la liste électorale, n'ira pas en saisir le juge de paix, car il le paierait cher, d'autre part, il sera bien difficile de démontrer la pression patronale sur le déroulement de l'élection.

On peut chercher en vain dans toute la presse dite ouvrière une protestation sur ce décret qui musèle un peu plus la classe ouvrière. Nos camarades doivent en informer les ouvriers et leur montrer que la voie du redressement des luttes ouvrières est ouverte par le programme d'action défendu par les bolchevicks léninistes : action directe de classe pour l'échelle mobile, le contrôle de l'embauchage et du licenciement, pour les conventions collectives généralisées. Ces objectifs ne seront pas atteints avec une direction des luttes telle que la bureaucratie de la C.G.T. Les capitalistes ne pourront plus nuire si on ne leur permet plus d'agir, pour cela les comités d'entreprises dirigeront les luttes.

Chaque semaine de nouvelles condamnations contre les militants ouvriers

Encore des nouvelles condamnations, toujours plus lourdes, toujours plus audacieuses : la note de la défaite du trente novembre s'allonge toujours.

La Cour d'Appel de Riom a confirmé les nombreuses condamnations prononcées pour crime de lèse-Michelin : Maschader, secrétaire de la section syndicale Michelin, dix-huit mois de prison ferme et 5 ans d'interdiction de séjour, Brivet, secrétaire du syndicat de l'Alimentation, un an de prison ferme, Barbat, secrétaire du Syndicat des H.B.M., 8 mois ferme, Flet, secrétaire adjoint de l'U.D., 8 mois ferme, Berrier, secrétaire général du Syndicat des Coiffeurs, 6 mois ferme et six autres militants frappés de peines de 3 à 6 mois ferme. On n'a pas souvent atteint une brutalité aussi cynique.

A Lyon, après les premiers procès faits pour les terrassiers, c'est le procès dirigé contre les cadres syndicaux, toujours pour de soi-disant entraves à la liberté du travail. Les juges infligent 6 mois ferme au secrétaire de la Fédération nationale du Bâtiment, Labrousse, au secrétaire de la 10^{ème} région, Bressau, au secrétaire général des terrassiers lyonnais, Fau, au secrétaire des maçons, Ducourbrial, et distribuent 2 à 3 mois ferme à sept autres militants.

A Paris, devant la célèbre quatorzième chambre Lehideux, administrateur de Renault, après les condamnations massives prononcées contre 285 ouvriers en décembre, s'attaque maintenant aux cadres syndicaux et exige la condamnation de dix-neuf militants dont les délégués ouvriers, Timbaud des métaux, et une jeune ouvrière.

Il est temps de briser l'offensive de la répression, de préserver de la prison les militants dont le seul crime est d'avoir rempli le mandat des travailleurs. Ce ne sont pas des lamentations et des renoncements qui apaiseront l'ouvrier de classe. Depuis trois mois, on peu d'ailleurs juger la méthode à ses résultats.

Travailleurs, exigez l'action publique des organisations pour imposer la cessation des procès anti-ouvriers et anti-syndicaux pour arracher l'amnistie.

SECOURS INTERNATIONAL — SOLIDARITE ET L.BERTE
169 bis, rue Marcadet, Paris 18^e

Ils sont encore des milliers qui attendent notre appui !

Notre travail de solidarité se poursuit, pour nos camarades espagnols. De toutes les sections du SISC parviennent des colis, de l'argent, des encouragements : Huelgoat, Lille, Marseille, Nice, Vitry, d'autres encore se sont signalés cette semaine par leurs envois. Les listes de souscription continuent à se remplir : d'Huelgoat (liste 315) : 150 fr., de Nice, Jane Bussey : 300 francs, etc.

Ces secours ont été distribués dans les camps à des réfugiés et des militants par nos camarades de la région pyrénéenne. Le SISC s'efforce d'assurer son soutien à ces combattants et ces proscriptions fidèles à la lutte révolutionnaire qui ne sont pas l'objet de la solidarité des grandes organisations

(PC, PS, etc.) et contre qui toutes les forces sont liguées. Il a fait en ce sens un vigoureux effort. Que chaque camarade le soutienne, en apportant sa contribution à la souscription permanente, en adressant au SISC des vêtements et des vivres pour les réfugiés.

C'est un devoir pour chaque militant révolutionnaire de souscrire.

C'est un devoir de collecter des fonds.

S.I.S.L.

Adresser les colis au local de l'Union des Combattants du 15, 26 rue des Enl trepreneurs, Paris.

L'argent au c.c.p. Suzanne Jubault numéro 2313-31, Paris.

PACELLI bénit FRANCO

Si le Front Populaire nous a ramené en France Daladier avec ses décrets-lois, et en Espagne Franco, il se revendique en ce moment d'un succès international... au Vatican.

Pie XII sera, paraît-il, aussi antifasciste que l'était Pie XI. En outre, c'est « un ami de la France » et surtout « un ami de la paix ». L'Humanité et Le Populaire ne se possèdent pas de joie et avec eux tous les démocrates, mais... Diario de Burgos, le journal officiel de Franco, du 3 mars n'a pas l'air de désespérer à la suite du succès du Front Populaire et lui aussi applaudit. Ainsi, une fois de plus, le Front Populaire antifasciste s'élargit aux fascistes.

Dans ce chœur quasi-unanime de joie à propos de l'élection du cardinal Pacelli manquera seulement la IV^e Internationale. Certes, nous avons d'autres chats à fouetter en ce moment, et quoique ça paraisse bizarre, dans l'état où se trouve en ce moment le mouvement ouvrier, la IV^e Internationale n'avait pas de candidat favori au conclave.

Nous n'attribuons pas une importance excessive aux conflits qui pourraient opposer les cardinaux louangés par Thorez et qui ont accepté sa main tendue, à d'autres cardinaux plus « suspects ». Que ce soit Pierre ou Paul, il est évident que le Pape est un parasite dont la place est plutôt au Paradis, son endroit préféré.

Cependant, la campagne néfaste et dangereuse de la presse dite ouvrière qui tend de présenter l'Eglise catholique et son pape comme « l'ami de la paix » nous oblige à dénoncer cette nouvelle duperie. Nous, les militants de la IV^e Internationale, nous prétendons être les vrais amis de la paix. C'est pour cela que nous lutons contre le régime capitaliste et tous ses pilliers : à commencer par le fascisme et l'Eglise, sans oublier Blum et Thorez.

Pie XI, dont la mort a plongé dans une telle tristesse et angoisse le Front Populaire était « un ami de la paix ». Pourquoi ? Parce que dans ses prières il suppliait le Tout-Puissant de ramener la paix ici-bas. Parce qu'il parlait surtout beaucoup de la paix entre les hommes de bonne volonté.

S'il suffit de parler de paix pour la rendre possible, il n'y aurait qu'à se joindre à Thorez et au grand rabbin, etc.

A ce compte-là, il faudrait admirer aussi Hitler, Mussolini et Franco. Ils prétendent par exemple aimer le prolétariat et vouloir rendre heureux les ouvriers... En réalité, le pape est un « ami de la paix » au même titre que Roosevelt, ce fondé de pouvoir du capitalisme américain, ou que l'état il y a vingt ans Wilson, avec ses « quatorze points ».

Pour nous, le pacifisme, qu'il prenne la forme catholique ou francmaçonne est une forme de

préparation à la guerre. Monsieur le Capital a une gueule trop répugnante pour la montrer en public. Il doit se couvrir derrière divers masques idéologiques : derrière le pape ou la Société des Nations, il doit cacher ses vrais buts, qui sont inavouables. Il doit toujours prétendre vouloir la paix pour pouvoir dire, si la guerre éclate, qu'elle a éclaté "contre sa volonté" et pouvoir déclamer : "Moi, je n'ai pas voulu cela !"

C'est la seule manière d'amener les ouvriers à la boucherie impériale. Le masque mystique est plus nécessaire à la démocratie, qui se sert de la tromperie plus que du fascisme, forme brutale de domination du capital.

Le mensonge est inséparable du régime capitaliste, qui repose sur lui. Un grand magasin peut-il par exemple dire la vérité au client et lui dire combien lui a coûté la marchandise qu'il vend à un prix exorbitant ? Un capitaliste peut-il montrer ses livres et sa comptabilité aux ouvriers ? Il est normal que ce qui est impossible à un capitaliste pris individuellement soit aussi impossible à la classe des capitalistes prise dans son ensemble et au régime qui repose sur l'exploitation de l'homme par l'homme.

Mais arracher le masque idéologique et mystique du capitalisme, montrer son vrai visage au prolétariat, tel est le devoir du mouvement socialiste conscient.

Ce travail fut assuré dans les temps ar la IV^e et la III^e Internationales, aujourd'hui tombées dans la boue de trahison et de la honte. Ce travail ne peut être poursuivi actuellement que par la IV^e Internationale fidèle au marxisme.

L'église catholique comme d'autres, a toujours servi le capital. Pendant la Grande Guerre, les curés et les cardinaux ne bénissaient-ils pas au nom du même dieu les canons, les avions et les gaz asphyxiants dans les deux camps belligérants ? Pendant la prochaine guerre, les curés et les cardinaux, qu'ils soient les préférés de Maurice Thorez ou de Léon Bailby, feront la même chose.

Rappelons que Pie XI, malgré toutes les platitudes du gouvernement Negrin qui voulait gagner le cœur du Pape, préférait toujours Franco. Pie XI n'a jamais condamné les bombardements de villes ouvertes et l'Osservatore Romano ne parlait que des "atrocités rouges" en Espagne. Le Front Populaire aura-t-il plus de succès avec Pie XII ?

Maintenant lisons "Arriba Espana" du 3 mars de 1939, quotidien fasciste paraissant à Pamplune. On y trouve une salutation adressée à Pie XII, le candidat de l'Humanité, conçue dans ces termes :

"De ces terres d'Espagne, purifiées dans la sang par la cause du Seigneur, qui est le Vôtre, nous vous offrons la Victoire de la Croisade contre les ennemis barbares de Dieu, de l'Eglise et du Monde, comme le signe le plus fort de l'inébranlable et ardente fidélité des fils et soldats de notre Sainte Religion Catholique Apostolique Romaine à Pie XII, Pape Romain, Homme de Dieu, Lumière de la Sagesse, Fort et Prudent Père", etc.

C'est tout comme les louanges des cardinaux du Comintern au Sage, Génial Staline, père des peuples, etc.

Mais dans le même numéro, Monseigneur Sabas Sarasola, évêque et vicaire apostolique des missions des Dominicains au Pérou nous renseigne sur les dispositions politiques du nouveau pape "antifasciste".

Monseigneur Sarasola est mieux renseigné que Darnar, car vingt-quatre heures après avoir sollicité sa visite, il fut reçu dans la matinée du 31 décembre 1938 par celui qui n'était à l'époque que le cardinal Pacelli.

Voici le dialogue qui s'engagea entre Monseigneur Sarasola et le favori du Front Populaire, c'est-à-dire le cardinal Pacelli (texte, d'après "Arriba Espana" du 3 Février 1939 :

SARASOLA : — Monseigneur ! L'Espagne Nationaliste joue dans cette guerre sa vie ou sa mort. Elle ne peut que vaincre ou mourir. Elle lutte non pas pour des intérêts matériels, mais pour la Foi Catholique !

PACELLI : ... On ne peut pas douter de la Victoire dans cette lutte. C'est le combat du Christ contre ses ennemis les plus acharnés. Christ triomphera en Espagne pour le salut du monde entier. Dieu, que cela vienne aussitôt !

Le reportage du Monseigneur Sarasola se termine sur une note aussi optimiste que celle de Darnar :

"Haut les cœurs ! Tel sera l'appel du nouveau souverain pontife. Je ne suis pas un prophète, mais j'espère que les faits et les événements me donneront raison".

L'axe Rome-Berlin

se brisera-t-il à

Varsovie ?

Il apparaît aujourd'hui clairement que la situation diplomatique en Europe Centrale, c'est-à-dire en définitive, les rapports entre les grandes puissances européennes, ont subi des modifications profondes dans les dernières semaines. La « liquidation » de l'affaire espagnole, l'offensive impériale de l'Angleterre ont modifié profondément les rapports en Europe en faveur de celle-ci. Au lendemain de Munich, l'Allemagne menait la danse en Europe Centrale ; aujourd'hui, c'est Londres à nouveau qui mène le jeu diplomatique.

Cependant aucune des capitales ne paraît avancer en fonction d'un plan bien déterminé ; les uns et les autres tâtent le terrain et tiennent en réserve une ou plusieurs politiques. Berlin se réserve de choisir entre Rome, Londres et Moscou ; Rome entre Londres et Berlin ; Londres entre Rome, Berlin ou Moscou. Quant à la France elle a définitivement cessé d'avoir un embryon de politique indépendante ; son seul rôle consiste à faire les basses besognes de Londres.

Il nous faudrait examiner en détail les multiples attitudes de chaque pays. Faute de place, nous nous contenterons d'indiquer les lignes essentielles et les faits les plus récents.

Depuis l'occupation de Minorque, la presse italienne a essayé pendant un temps d'obtenir une solution avantageuse en Méditerranée occidentale ; seul un traité d'alliance avec Franco pouvait garantir ce résultat. Mais la City avait des arguments sonnants que Rome ne pouvait réfuter. Pendant quelques jours, la presse officielle de Rome a tenté un biais ridicule : elle a affirmé à cor et à cri que Burgos n'accepterait pas le chantage au lingot, que Burgos accepterait l'or de la City, mais pas sa politique. En fait, Rome battait en retraite devant la cavalerie de Saint Georges.

Éliminée en Méditerranée, il ne lui restait plus qu'à tenter une nouvelle offensive en Europe Centrale, c'est-à-dire à ouvrir les possibilités d'un accord avec l'Angleterre sur le dos de l'Allemagne. Dans le même temps, on espère à Rome que les pressions et manœuvres opérées en Europe Centrale pourraient toujours servir, le cas échéant, à renforcer l'axe Rome-Berlin et particulièrement à augmenter le poids de Rome dans l'axe.

D'où une convergence des manœuvres italiennes et anglaises en Yougoslavie et en Hongrie. Au cours des dernières semaines on a vu s'ébaucher un bloc de l'Europe Centrale qui enrôlerait la Yougoslavie, la Roumanie, la Hongrie, la Pologne. Cela signifierait concrètement la voie du Danube barrée à l'Allemagne par l'ensemble des puissances balkaniques épaulées par la France, l'Angleterre et l'Italie. Nous avons déjà souligné toutes les faiblesses d'une pareille politique : l'Allemagne seule peut offrir des débouchés suffisants aux pays de l'Europe Centrale et des Balkans. Ce n'est plus d'emprunts que ceux-ci ont besoin, mais seulement d'écouler une partie de leur production pour éviter un approfondissement de la crise industrielle et agraire. Aussi les économistes français soulignent-ils ces temps derniers la nécessité pour la France et pour l'Angleterre de constituer des stocks de guerre avec les blés yougoslaves et les pétroles roumains, c'est-à-dire d'absorber les excédents de la production yougoslave et roumaine.

Quelle que puisse être la caractéristique d'une telle politique, il est certain qu'une alliance tripartite contre Berlin réaliserait les meilleures conditions d'un barrage opposé à l'Allemagne.

Néanmoins, il est sûr que l'Italie ne tient pas à s'engager à fonds dans cette voie. Et Varsovie de son côté a tenu à souligner qu'elle n'approuverait la politique de Rome que moyennant un engagement formel de celle-ci. Les

cris de « Vive Mussolini ! A Bas Hitler ! » ne laissent pas de doute sur ce point. Aussi les tractations de M. Gafenco et l'acceptation par la Roumanie d'une frontière commune polono-hongroise barrant le Danube ne sont-elles qu'un sondage.

Dans quel sens peut dès lors intervenir Berlin ? Hitler ne semble pas disposé à s'engager dans une série de manœuvres compliquées contre trois adversaires. Il ne semble non plus désireux de s'engager dans un flirt prolongé avec Staline. Il ne lui reste plus qu'à mettre en avant la carte coloniale. Mais cette fois-ci, sa menace doit contenir autre chose que des phrases creuses : il faut qu'il fasse entrer en scène des troupes de réserve. Or, jusqu'à présent, l'Allemagne elle-même ne dispose pas de moyens de pression sérieux. Dans ces conditions, elle ne peut susciter de nouvelles discussions autour de la question coloniale qu'autour des revendications de l'Italie et du Japon. Il est vrai que le déroulement de la crise belge pourrait lui permettre à l'occasion de revendiquer le Congo. En tous cas, pendant quelques semaines encore Berlin se contentera de préparer une rentrée en scène tapageuse.

Pendant quelques semaines, l'Angleterre conserve l'offensive. Reste à savoir si elle saura jouer quelque coup brusqué en Europe Centrale comme en Espagne. Dans ce cas, les semaines à venir peuvent disloquer pour une période importante l'axe Rome-Berlin.

Le roi de Belgique a signé un décret de dissolution de la Chambre et de convocation des électeurs pour le 2 avril. Après la vie incertaine du cabinet Spaak, après des tentatives infructueuses des Pierlot, Jaspars, Max Soudan, re-Pierlot, la bourgeoisie belge ne trouve de solution que dans l'"appel au pays" c'est-à-dire dans l'appel à la neutralité. En fait cette bourgeoisie serait incapable de trouver un équilibre stable dans les cadres de la fameuse « démocratie parlementaire », à laquelle les bonzes du P.O.B. sont toujours disposés à tout sacrifier. Cette crise ne peut naturellement, dans l'état présent des choses, que faciliter l'accès à une solution « autoritaire ». Elle fera particulièrement l'affaire du fascisme existant.

Quelles sont les causes de la crise belge ? Trois facteurs l'éclaircissent. L'instabilité de la bourgeoisie belge n'est d'abord que le reflet, particulièrement symptomatique, de la crise des bourgeoisies européennes, fatalement entraînée vers un nouveau conflit mondial. Cette crise déchire la bourgeoisie belge depuis le réveil de l'impérialisme allemand en Europe. Elle aboutit, en 1937, au « retour » de la Belgique à la neutralité. Pour gagner la bienveillance de l'impérialisme allemand, la bourgeoisie belge détacha les liens qui la rattachait inconditionnellement au destin du bloc franco-anglais. Au cours de la crise internationale de septembre, pour la première fois, l'Etat-Major belge mobilisa à la frontière allemande et à la frontière française. Mais depuis Munich la situation européenne s'est aggravée : l'Allemagne attend désormais que les petites puissances secondaires, Suisse, Belgique, Hollande, autre chose qu'une incertitude et toujours révoquant « neutralité ». L'ampleur et l'acuité du prochain conflit contraindra très probablement les anciens « neutres » à partager le destin militaire des groupes belligérants.

Les revendications coloniales des impérialismes « affamés », d'autre part, remplissent d'inquiétude les petites nations, Belgique, Hollande, Portugal, pourvus d'un grand empire colonial. Elles tremblent de faire les frais d'une entente entre grands recoins impérialistes. D'où pour la bourgeoisie belge un mouvement en sens inverse du précédent, vers le bloc franco-anglais pour obtenir par sa « fidélité » européenne la garantie de ses rapines coloniales.

Il répète que « le problème qui se pose aux hommes (colonisés ou non) est un problème humain dont découlent tous les autres ». Il s'agit ici, non d'un malentendu, mais de deux positions politiques. Nos camarades représentent les aspirations des exploités. Or, les travailleurs d'Indochine sont privés de toute liberté uniquement pour permettre au capitalisme colonial français une exploitation plus facile. Dans ces conditions, la lutte contre l'oppression coloniale est le premier et le seul moyen réel d'améliorer la situation des masses indochinoises. Celui qui se refuse à cette lutte sous le prétexte de résoudre un problème « humain plus général, est, ou bien un charlatan démocrate bourgeois, ou bien un homme qui profite personnellement des miettes que l'impérialisme réserve à certains de ses associés coloniaux.

100.000 manifestants à New-York à l'appel du S.W.P.

Le 19 février les Germano-Américains de New-York (fascistes) ont convoqué un grand meeting qui réunit 20 à 30.000 personnes.

Le Parti Socialiste Ouvrier (IV^e Internationale) convoqua les travailleurs à une contre-manifestation monstre. 200.000 tracts furent distribués et le Socialist Appeal lança un appel à l'action.

Cet appel reçut un accueil formidable. Malgré la présence de plus d'un millier de gardes de police qui chargèrent la foule, près de 100.000 manifestants se lancèrent à l'assaut.

Les orateurs du Parti harangueront la foule. De nombreuses arrestations eurent lieu. Cette action a montré que notre parti frère est dans la bonne voie pour devenir un parti ouvrier d'action, alors que les staliniens américains sont devenus les domestiques de Roosevelt, le chef de l'impérialisme yankee.

Toute la presse américaine a parlé de cette manifestation en soulignant le rôle du S. W. P.

Ajoutons que le Socialist Appeal paraît maintenant deux fois par semaine. Ce magnifique succès a été obtenu grâce à l'enthousiasme et l'esprit de sacrifice des militants. Nous envoyons d'ici notre fraternel salut au Socialist Appeal, le magnifique journal de la IV^e Internationale aux Etats-Unis.

Image Belge de la crise internationale

Mais la situation se complique d'un violent conflit intérieur entre Wallons et Flamands, conflit habilement entretenu et utilisé par la réaction cléricale et par l'impérialisme allemand. Contraint par subsister de s'accorder à un tuteur, l'impérialisme belge ne peut accorder, sur une base sociale stable, le double élément culturel qui constitue le pays. L'antagonisme culturel Wallons-Flamands ne subsiste d'ailleurs que sur la base du mécontentement social. Un état prolétarien qui aurait réglé à la racine le problème social résoudrait aisément la question sur la base d'une autonomie culturelle totale. Tandis qu'actuellement la question qui se pose, en fonction du poids spécifique de l'élément flamand, est celle d'un renversement des positions établies sur tous les plans, ce à quoi la bourgeoisie belge, rattachée malgré tout au bloc franco-anglais, ne veut pas aboutir. La question apparaît donc insoluble en dehors de la révolution prolétarienne d'un renversement profond des actuels rapports de forces impérialistes.

Et nous arrivons ainsi aux racines sociales de la « question belge ». Le prolétariat apparaît seul capable de résoudre les contradictions qui ébranlent le développement du pays. Soumis à un régime d'exploitation incomparablement plus épais qu'en France ou en Angleterre, enchaîné par une bureaucratie « ouvrière » extrêmement puissante et ramifiée, il n'a eu d'autre rôle depuis la fin de la guerre que de supporter le « passif » du régime. Sa volonté de lutte s'est régulièrement trouvée détournée par le P.O.B. dans la voie d'un renforcement de l'Etat belge. A la veille du premier ministre Van Zeeland, le mouvement du Plan entraîna toutes les masses exploitées, même petites bourgeoisies. Il aboutit à la voie de garage de l'Union Nationale, dont la bourgeoisie, faisant trêve à ses divisions internes, profita pour restaurer son économie et son appareil militaire sur le dos des exploités. Les ouvriers, une fois de plus bernés, reculérent. L'élan disparut. Et c'est cette atonie de la force ouvrière qui permet actuellement à la bourgeoisie belge de discuter à nouveau ses contradictions internes.

La crise s'approfondira. Indépendamment d'un pouvoir fort, c'est-à-dire pour traduire la question dans ses racines sociales : fascisme ou dictature du prolétariat. Il dépend des travailleurs belges de choisir. Notre parti frère, le P. S. R., leur montrera la voie de la révolution.

Le roi de Belgique a signé un décret de dissolution de la Chambre et de convocation des électeurs pour le 2 avril. Après la vie incertaine du cabinet Spaak, après des tentatives infructueuses des Pierlot, Jaspars, Max Soudan, re-Pierlot, la bourgeoisie belge ne trouve de solution que dans l'"appel au pays" c'est-à-dire dans l'appel à la neutralité. En fait cette bourgeoisie serait incapable de trouver un équilibre stable dans les cadres de la fameuse « démocratie parlementaire », à laquelle les bonzes du P.O.B. sont toujours disposés à tout sacrifier. Cette crise ne peut naturellement, dans l'état présent des choses, que faciliter l'accès à une solution « autoritaire ». Elle fera particulièrement l'affaire du fascisme existant.

DIFFUSEZ Le numéro 14-15 de QUATRIÈME INTERNATIONALE

Au Sommaire : La grève générale du 30 novembre (J. Boitel). — L'Economie soviétique en 1938 (A. Taret). — Les défaits totalitaires (L. Trotsky). — Pour un art révolutionnaire indépendant (A. Breton et D. Rivéra). — Visite à Léon Trotsky (A. Breton). — Ludwig (E. Reiss). — Sur la mort de Léon Sedov (Lettres de L. Trotsky). — Dans l'Internationale : Argentine, Conservation de Matsé et L. Trotsky. — Indochine : La construction du parti révolutionnaire. — Les livres.

Prix du numéro : 3 francs.
Abonnements. — France : 1 an, 25 fr. — 6 mois, 12 fr.
Etranger : 1 an, 40 fr. — 6 mois, 20 fr.
Compte chèque postal : Naville 1333-80, Paris, 15 Passage Dubail, 10.

Le Problème Palestinien

Le Bureau de Londres au côté de l'impérialisme

Nous avons souligné dans nos deux articles précédents sur la Palestine qu'il n'y avait pas de solution à ce problème excessivement complexe en dehors d'une opposition irréductible à l'impérialisme anglais. Nous avons souligné que toute concession au sionisme ou toute illusion sur un compromis possible entre Juifs et Arabes ne faisait que servir l'impérialisme anglais. Au cours des réunions qui ont eu lieu ces jours derniers à Paris et à Londres entre représentants des partis juifs et des partis arabes, nos représentants ont affirmé notre entière solidarité avec le mouvement nationaliste arabe et notre soutien inconditionnel aux revendications immédiates des Arabes : a) arrêt de l'immigration juive ; b) interdiction de nouveaux achats de terre par les Juifs ; c) gouvernement national arabe.

Ces rencontres avaient pour but de discuter sur un document du Bureau de Londres qui préconisait la conciliation, la concorde et l'amour entre Juifs et Arabes. Dès que la discussion fut ouverte, on put constater l'opposition irréductible des Arabes à ce projet de résolution. Leur opposition aurait été certainement plus grande s'ils avaient connu le discours du député de I.L.P., John Mac Govern à la Chambre des Communes qui dévoile cyniquement le sens réactionnaire de la politique du Bureau de Londres. Après le discours de Maxton approuvant les accords de Munich, le discours de Mac Govern montre une fois de plus que c'est délibérément que la direction de I.L.P. suit une politique pacifiste bourgeoise d'Union Sacrée et que les révolutionnaires d'Angleterre et de tous les pays ne peuvent rien avoir à faire avec cette clique réactionnaire.

Voici des extraits du sténogramme officiel du discours de Mac Govern : « Nous (l'impérialisme anglais) dans une salle... Dans quelques jours, nous reviendrons ; vous nous direz ce que vous aurez décidé et nous le ferons, quoi que ce puisse être. » Est-ce que cela s'appelle gouverner ? Est-ce là agir en homme d'état ?... Si vous n'avez pas d'autre solution, abandonnez le mandat à une autre nation ; donnez des armes à la population juive en Palestine. Donnez libre accès au peuple juif dans ce pays ; il saura lui-même le développer et le défendre. » Ainsi Mac Govern a trouvé comme solution aux pogrommes antisémites l'organisation de pogrommes anti arabes.

On dit qu'après ces discours, Gallacher, député stalinien, a déclaré qu'il n'avait rien à ajouter. Nous espérons par contre que les ouvriers de l'I.L.P. et ici ceux du PSOP, ont encore leur mot à dire. Aux réunions à Paris, D. Guérin a défendu le même point de vue que nous. Nous espérons qu'il joindra sa critique à la nôtre.

En U.R.S.S.

Phrases démocratiques pour un renforcement de la bureaucratie

L'importance du rapport Jdanov, sur les modifications à apporter aux statuts du Parti nous oblige à revenir sur cette question et à examiner certains points du rapport que nous avons laissé de côté, faute de place, dans notre précédent article sur ce sujet.

Nous avons vu que le « renforcement de la démocratie au sein du Parti » est calculé sur la base d'une apparente stabilisation du régime à l'intérieur du pays, de façon à consoler les esprits dequel que années de l'arbitraire et de la terreur les plus effrénées.

En même temps la « démocratisation » ouvre la voie à un renouvellement des cadres du Parti bien plus massif que ne le permettaient les anciens statuts. Malgré l'ampleur de l'« épuración » l'appareil du Parti comporte encore au gré de Staline trop d'hommes ayant un passé révolutionnaire. Les statuts modifiés donnent aux éléments jeunes, entièrement formés à l'école de la réaction stalinienne, la possibilité d'une accession rapide aux postes de confiance, en même temps qu'ils les arment contre leurs aînés par les nouveaux points sur le « droit de critique de n'importe quel militant » et le « droit de s'adresser directement toutes les instances du Parti, y compris le C.C. ».

Staline ouvre ainsi une compétition légale pour les « fromages » qui renforceront le zèle de l'appareil du Parti, sur une base d'appareil « vigilance révolutionnaire ».

Mais le régime stalinien a besoin de mesures qui consolideront concrètement le semblant d'homogénéité du parti acquise après deux ans et demi de suppressions d'« ennemis du peuple ».

Aussi, les modifications des statuts concernant la démocratisation sont-elles complétées par d'autres modifications qui, elles, réalisent un renforcement de l'absolutisme central qui aurait sans doute été impossible sans l'« épuración » préliminaire. Il s'agit d'une part de la Commission de Contrôle et d'autre part des Conférences annuelles du Parti.

Au sujet de l'institution de ces conférences nous trouvons dans le rapport de Ydanov une phrase bien significative :

« Ces conférences sont d'autant plus indispensables que le grand laps de temps entre les congrès du Parti limite la possibilité d'avancement au travail de direction et surtout au C.C.

voqué 200.000 hommes en Palestine pour montrer un peu aux Arabes de quel bois on se chauffe.

« On nous a dit que nous devons prendre en considération l'opposition des Arabes. S'il existe véritablement une opposition parmi les hommes et les femmes du peuple, je suis prêt à faire la moitié du chemin à sa rencontre. »

Mac Govern ignore probablement que ce sont les masses qui ont spontanément déclenché la grande rébellion de 1936 ; il croit que la révolte qui dure depuis bientôt trois ans est le fait d'une poignée d'agitateurs, peut-être de « terroristes trotskystes » selon la thèse probable du procureur Vichinsky.

Non, Mac Govern accuse seulement les agents de la Gestapo. Et il s'accorde avec autant d'élegance à l'orientation actuelle de Chamberlain que Maxton avait su s'adapter à celle de septembre. Maxton acclamait le compromis ; Mac Govern exige la fermeté en face d'Hitler et de ses agents.

« Si dans cette lutte politique (la lutte entre les bons démocrates et les méchants fascistes) vous laissez croire aux autres que vous avez peur de regarder la situation en face (c'est-à-dire de risquer la guerre mondiale pour la défense des rapines de l'impérialisme anglais en Palestine), vous n'avez plus, dans l'affaire palestinienne qu'à piler bagage, à évacuer le pays et à l'abandonner aux dictateurs. On vous a confié ce pays ; nous exigeons de vous des efforts gigantesques. On nous dit : les Arabes feront des objections (à une politique de force) ; il faut les inviter à une conférence. En faisant cela que veut le gouvernement britannique ? S'agit-il de rassembler ces gens et de leur dire : « Nous allons vous enfermer dans une salle... Dans quelques jours, nous reviendrons ; vous nous direz ce que vous aurez décidé et nous le ferons, quoi que ce puisse être. » Est-ce que cela s'appelle gouverner ? Est-ce là agir en homme d'état ?... Si vous n'avez pas d'autre solution, abandonnez le mandat à une autre nation ; donnez des armes à la population juive en Palestine. Donnez libre accès au peuple juif dans ce pays ; il saura lui-même le développer et le défendre. »

« Les Juifs ont introduit l'esprit d'initiative en Palestine et on ne devrait pas les autoriser à immigrer seulement en Palestine, mais encore en Transjordanie. » Quant aux Arabes crasseux on pourrait les refouler dans les déserts du Nedjed et du Negheb. « Une action décidée et énergique aurait pu extirper le terrorisme et les assassinats sur lesquels le gouvernement a passé la main, à ce point que la situation atteint un point où la force armée est nécessaire pour la répression des troubles. » Si on avait laissé faire Mac Govern, on aurait en-

On dit qu'après ces discours, Gallacher, député stalinien, a déclaré qu'il n'avait rien à ajouter. Nous espérons par contre que les ouvriers de l'I.L.P. et ici ceux du PSOP, ont encore leur mot à dire. Aux réunions à Paris, D. Guérin a défendu le même point de vue que nous. Nous espérons qu'il joindra sa critique à la nôtre.

On dit qu'après ces discours, Gallacher, député stalinien, a déclaré qu'il n'avait rien à ajouter. Nous espérons par contre que les ouvriers de l'I.L.P. et ici ceux du PSOP, ont encore leur mot à dire. Aux réunions à Paris, D. Guérin a défendu le même point de vue que nous. Nous espérons qu'il joindra sa critique à la nôtre.

On dit qu'après ces discours, Gallacher, député stalinien, a déclaré qu'il n'avait rien à ajouter. Nous espérons par contre que les ouvriers de l'I.L.P. et ici ceux du PSOP, ont encore leur mot à dire. Aux réunions à Paris, D. Guérin a défendu le même point de vue que nous. Nous espérons qu'il joindra sa critique à la nôtre.

On dit qu'après ces discours, Gallacher, député stalinien, a déclaré qu'il n'avait rien à ajouter. Nous espérons par contre que les ouvriers de l'I.L.P. et ici ceux du PSOP, ont encore leur mot à dire. Aux réunions à Paris, D. Guérin a défendu le même point de vue que nous. Nous espérons qu'il joindra sa critique à la nôtre.

On dit qu'après ces discours, Gallacher, député stalinien, a déclaré qu'il n'avait rien à ajouter. Nous espérons par contre que les ouvriers de l'I.L.P. et ici ceux du PSOP, ont encore leur mot à dire. Aux réunions à Paris, D. Guérin a défendu le même point de vue que nous. Nous espérons qu'il joindra sa critique à la nôtre.

On dit qu'après ces discours, Gallacher, député stalinien, a déclaré qu'il n'avait rien à ajouter. Nous espérons par contre que les ouvriers de l'I.L.P. et ici ceux du PSOP, ont encore leur mot à dire. Aux réunions à Paris, D. Guérin a défendu le même point de vue que nous. Nous espérons qu'il joindra sa critique à la nôtre.

On dit qu'après ces discours, Gallacher, député stalinien, a déclaré qu'il n'avait rien à ajouter. Nous espérons par contre que les ouvriers de l'I.L.P. et ici ceux du PSOP, ont encore leur mot à dire. Aux réunions à Paris, D. Guérin a défendu le même point de vue que nous. Nous espérons qu'il joindra sa critique à la nôtre.

On dit qu'après ces discours, Gallacher, député stalinien, a déclaré qu'il n'avait rien à ajouter. Nous espérons par contre que les ouvriers de l'I.L.P. et ici ceux du PSOP, ont encore leur mot à dire. Aux réunions à Paris, D. Guérin a défendu le même point de vue que nous. Nous espérons qu'il joindra sa critique à la nôtre.

On dit qu'après ces discours, Gallacher, député stalinien, a déclaré qu'il n'avait rien à ajouter. Nous espérons par contre que les ouvriers de l'I.L.P. et ici ceux du PSOP, ont encore leur mot à dire. Aux réunions à Paris, D. Guérin a défendu le même point de vue que nous. Nous espérons qu'il joindra sa critique à la nôtre.

On dit qu'après ces discours, Gallacher, député stalinien, a déclaré qu'il n'avait rien à ajouter. Nous espérons par contre que les ouvriers de l'I.L.P. et ici ceux du PSOP, ont encore leur mot à dire. Aux réunions à Paris, D. Guérin a défendu le même point de vue que nous. Nous espérons qu'il joindra sa critique à la nôtre.

On dit qu'après ces discours, Gallacher, député stalinien, a déclaré qu'il n'avait rien à ajouter. Nous espérons par contre que les ouvriers de l'I.L.P. et ici ceux du PSOP, ont encore leur mot à dire. Aux réunions à Paris, D. Guérin a défendu le même point de vue que nous. Nous espérons qu'il joindra sa critique à la nôtre.

On dit qu'après ces discours, Gallacher, député stalinien, a déclaré qu'il n'avait rien à ajouter. Nous espérons par contre que les ouvriers de l'I.L.P. et ici ceux du PSOP, ont encore leur mot à dire. Aux réunions à Paris, D. Guérin a défendu le même point de vue que nous. Nous espérons qu'il joindra sa critique à la nôtre.

UNSER WORT

Halbmonatszeitung der I. K. D. Preis 1 fr.
Administration: L. de Lee. Postbus 296 Antwerpen, Belgien,
Zahlungen: Postcheckkonto Brussel 92.535, L. de Lee.

1939. Nr 1 (92). L. TROTSKY : Die Entscheidungsstunde naht (zur Lage in Frankreich). — Strafgefängnis Dessau-Rosslau. — Das Programm der Uebergangsforderungen in den faschistischen Ländern. — Die Deutsche Linke und der Bolchewismus (W. HELD). — K. Kantsky (L. TROTSKY). — Das Ende eines skandal (Pariser Tageblatt).

Une tentative de sauvegarde du capitalisme : LE SYNDICALISME CONSTRUCTEUR

« Ceux qui, comme moi, repensent le syndicalisme, ne redoutent pas la collaboration, ils l'envisagent ; ils ne la condamnent pas, ils la croient possible. Ils ne liquident pas d'un trait de plume les combats nécessaires, mais ils ne considèrent ces combats que par la pratique, comme disait Marcel Déat, d'un sport loyal et franc » écrit Georges Dumoulin dans Syndicats du 1^{er} mars 1939 en donnant son adhésion au « syndicalisme constructeur » qu'élabora René Belin.

Les luttes des travailleurs exploités contre les capitalistes exploités constitueront « un sport loyal et franc » ! René Belin, Georges Dumoulin, essaient d'accréditer cette possibilité d'harmoniser, dans la société capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme, les rapports entre les classes sociales qui la composent et la divisent. Il suffit de demander aux patrons d'être loyaux et francs.

La politique syndicale « repensée » par les grands stratèges de notre CGT rappelle la manifestation parlementaire du tournoi de tennis. Celle-ci a été un prétexte théâtral et grotesque à la manifestation des syndicalistes constructeurs.

Ceux-ci condensent leur construction « syndicaliste » dans le plan de la C.G.T. dont la naissance remonte à quelques quatre ou cinq ans. A ce moment-là, les bolcheviks-léninistes combattaient déjà ardemment et résolument pour l'unité syndicale, et montraient le caractère illusoire de la rénovation économique et sociale du pays, dans les cadres et avec le maintien du système capitaliste, exprimée par l'orientation du plan confédéral.

Plus, les revendications essentielles du plan n'ont-elles pas disparu de la propagande et de l'agitation confédérale au moment même où les masses ouvrières risquaient de les imposer révolutionnairement, c'est-à-dire avec les conséquences de l'expropriation des expropriateurs capitalistes ?

Aujourd'hui, l'expérience de la politique de collaboration des classes du Front Populaire et sa faillite n'est pas une leçon pour les dirigeants de notre C.G.T. Ils persévèrent dans la même politique sous des formes différentes nécessitées par la désillusion des masses à leur égard et pour les mieux tromper une fois de plus. Le syndicalisme constructeur « théorise » le plan lequel voile « savamment » la poursuite de l'intégration des militants « syndicalistes » dans les rouages de l'état capitaliste. C'est ainsi que l'introduction à la nouvelle édition du plan précise que : « l'application immédiate du Plan ne doit pas attendre le règlement des questions internationales ; il importe dès maintenant de prendre les mesures nécessaires pour éviter la faillite de l'Etat et la misère de la population. »

Eviter la misère de la population, intention louable s'il en est une. Mais la conclusion ou Plan montre la contradiction la plus incontestable : « La continuation de la course aux armements obligera, au contraire (du

désarmement ! Combien illusoire en régime capitaliste !), notre pays à consacrer une large part de son activité à des productions non consommables, c'est-à-dire non susceptibles d'améliorer la condition présente et future des individus. » Par conséquent, pour éviter la misère de la population, engageons la lutte contre la course aux armements, pour arrêter ceux des militants, syndiqués non constructeurs. Pas du tout. Après avoir dit que « le désarmement permettrait de diriger toutes les forces vives de la nation vers les travaux utiles et productifs », le rédacteur de la conclusion au plan adopte la nécessité de celui-ci à la nécessité de la course aux armements. Et voilà la plus belle construction prestigieuse du Plan constructeur.

Dans la course actuelle aux armements « l'application du plan, par une juste répartition des efforts et des sacrifices, pourra éviter à notre population la misère et accroître la sécurité du pays. »

« Nous sommes pour le désarmement, écrivait les dirigeants de la C.G.T., mais la course aux armements est imposée à notre pays, alors, vive l'économie de guerre pour notre pays et sa sécurité. »

Cependant Georges Dumoulin affirme : « On ne peut pas construire sans assurer la sauvegarde des conquêtes sociales réalisées. » Mais justement celles-ci ne sont pas sauvegardées, mais détruites une à une grâce à la collaboration avec les patrons prônée par Georges Dumoulin. Mais justement les conquêtes sociales arrachées par la classe ouvrière en juin 36 sont galvaudées pour que vive l'économie de guerre nécessaire par la course aux armements.

Le régime capitaliste et sa politique impérialiste ne permettent aucune sauvegarde des conquêtes sociales qui restent encore, ils exigent leur destruction et une adaptation de l'organisation de la production et du travail à l'économie de guerre.

D'où le sabotage des 40 heures, l'abaissement du niveau de vie des exploités, la misère pour la population laborieuse, les 2 %, etc., etc. Avec le syndicalisme constructeur du plan de la C.G.T., des Jouhaux, Belin, Dumoulin, Frachon et Racamond, ne soyons pas surpris qu'aucune agitation en vue d'une action d'ensemble des diverses corporations ne soit entreprise pour augmenter les salaires, imposer les 40 heures, la professionnalisation des sans-travail, l'augmentation des allocations de chômage, le respect du droit syndical.

« Nos 40 heures ! Nos salaires ! A bas les 2 % ! » sont des mots d'ordre « constructeurs » ; ils ressassent le mot ouvrier contre le patronat et le régime capitaliste destructeur des libertés démocratiques et ouvrières, des vies humaines.

Mais il faut dans le même temps dévoiler, dans nos syndicats, le véritable caractère du syndicalisme dit constructeur.

J. BOITEL.

Duels à fleurets mouchetés

Pour ou contre la constitution d'un Secrétariat « paritaire » de l'U.D. du Nord, on avait annoncé le combat à son de trompes. Et le tout Paris en était, les envoyés de la grande presse et ceux du paradis : Léon Jouhaux n'a pas lâché le congrès d'une semelle.

Georges Dumoulin et Bourneton voulaient-il réellement le congrès ? Certes, le premier, quelques jours auparavant écrivait dans « Syndicats », à l'adresse des Staliniens : Vous ou Nous. Bien sûr ; le second et ses amis du Nord tiennent-ils depuis toujours à devenir les maîtres de l'U.D. Il n'empêche que le rapport moral soumis au Congrès de Lille portait la signature de tous les membres de la Commission Administrative de l'Union Départementale, Bourneton et Dumoulin compris.

A propos de la revendication des Staliniens visant à obtenir la « parité » de représentation des tendances au sein de la nouvelle C.A. de l'U.D., c'était donc bien davantage un élément de rivalité plutôt que d'un désaccord avec les délégués des Syndicats ouvriers du Nord étaient appelés à connaître.

A cet égard on s'est employé de part et d'autre, d'ailleurs avec succès, à élargir l'ordre du jour du Congrès et...

la liste des problèmes à discuter ; on n'a pas discuté le « problème de la guerre » et tous ceux qui n'adhèrent pas aux « Amis de Syndicats » ou aux « Amis de la V. O. » ont été soigneusement écartés des Commissions chargées d'élaborer les résolutions du Congrès. Car, de part et d'autre, on craignait également la discussion sur un texte de dénonciation atteignant sans distinction « munichois » et « anti-munichois » unanimement préoccupés de participer à la défense de « notre » pays.

Si un texte de cette nature avait été mis en délibération, si la preuve avait été par là établie que Bourneton et Georges Dumoulin sont les champions de deux tactiques convergentes d'inaction ouvrière dirigées vers l'Union sacrée et dont le lieu de rencontre se situe dans ce prochain conflit impérialiste mondial, si nous avions pu établir cela clairement, « Munichois » et « anti-Munichois » auraient fait ensemble — et non pas les travailleurs — les frais de cette dénonciation.

Munichois et anti-Munichois n'ont donc pas accepté qu'on nous entende. Ils ont fait, passagère victoire stalinienne, la « parité » dans le Congrès de Lille, contre ceux qui n'acceptent pas plus de ratifier « Munich » que... le vote des crédits de guerre et le budget de défense des routes « impériales » de la bourgeoisie française.

Dans ces conditions, le duel Bourneton-Dumoulin dont on a fait grand cas a été ce qu'il devait être, un combat à fleurets mouchetés.

On s'est donné du « mon ami Bourneton », du « mon ami Georges », on s'est reconnu mutuellement et réciproquement de grandes qualités.

Il nous a été donné d'être submergés par un flot d'éloquence, et d'assister à un cours juridique. Bourneton, de son côté, ne s'est-il pas référé, c'était de circonstance, à Edouard Rostand ?

Le Congrès promené du théâtre au théâtre a voté.

Nous nous sommes, pour notre part, abstenus de participer à ce plébiscite étranger aux intérêts de la classe ouvrière.

Et nous noterons que pour mémoire la victoire remportée par Georges Dumoulin sur son éminent confrère.

Jules TISSOT.

Seconde réponse à ROFA (1)

Le syndicat ne saurait suffire à la mobilisation révolutionnaire des masses laborieuses

Dans notre première réponse à Rofo nous nous sommes efforcés de démontrer que le mouvement syndical ne pouvait pas ne pas se prononcer sur l'ensemble des problèmes politiques qui se posent devant la classe ouvrière. Dès lors le mouvement syndical n'a plus à choisir entre la politique et l'apolitisme, mais à déterminer une orientation politique de classe. Ceci nous amène à notre second point : le syndicalisme est-il capable par ses seules forces de déterminer et d'appliquer avec succès une ligne politique véritablement révolutionnaire ?

Nous nous abstenons de tout argument théorique et nous nous efforçons seulement de tirer la leçon de l'expérience vécue en France depuis Juin 36. Rofo lui-même le souligne où, après Juin 36, la classe ouvrière a cessé d'avancer, elle a été réduite à abandonner du terrain. Le capitalisme pourrissant ne peut s'accommoder de réformes, il n'en consent que lorsque le prolétariat le tient à la gorge, lorsqu'il craint de tout perdre. Mais que le prolétariat relâche un peu son étreinte et le voilà qui se prépare à la contre-offensive. Dès lors le prolétariat, même s'il veut se placer sur le terrain des réformes, de l'amélioration constante de ses conditions d'existence, se fixe des buts sans cesse plus larges. En définitive son action revendicative n'a donc de sens que si elle s'inscrit dans un plan général d'offensive pour le renversement du capitalisme : le prolétariat, par delà la limitation du profit doit viser à sa suppression, par delà la limitation de l'arbitraire patronal à l'abolition de la contrainte capitaliste, par delà la neutralisation (par la lutte) des forces répressives de l'Etat à leur écrasement. En un mot la faillite du capitalisme impose dans la période actuelle à la classe ouvrière de donner à ses luttes revendicatives la perspective de renversement de la bourgeoisie et de son état et de la prise du pouvoir par le prolétariat : telle est l'enseignement de l'expérience du prolétariat français depuis Juin 36.

Le syndicat peut-il suffire à ces tâches actuelles et immédiates ? A cette question, on ne peut que répondre non. En effet la prise du pouvoir ne saurait être le fait de l'ensemble des masses travaillantes ; les syndicats ne groupent qu'une fraction des masses laborieuses : ils n'embrassent ni les petits paysans propriétaires, ni les ouvriers et paysans soldats, ni les vieillards qui ont quitté la production, ni les jeunes qui n'y sont pas encore entrés, ni de nombreux chômeurs qui pour des raisons multiples ne contiennent pas à prendre leurs cartes syndicales. Une C.G.T. de 5 millions de membres ne groupe guère plus de 25 % de la population laborieuse. Elle ne saurait donc réaliser le nécessaire état démocratique des masses laborieuses. A plus forte raison la C.G.T., actuelle qui ne compte guère plus de 50 à 60 % des effectifs de 1936.

Il est vrai que l'illusion sur la possibilité pour une C. G. T. de masse à être l'organe unique d'un pouvoir prolétarien était renforcée dans la métallurgie parisienne par le fait que dans la Région Parisienne et spécialement dans la métallurgie, la quasi totalité des ouvriers était syndiqués ; bien que le prolétariat parisien ne représente guère plus que le sixième du prolétariat français, l'U.D. de la Région Parisienne groupait près du tiers des effectifs de la C.G.T. et dans les boîtes de la métallurgie le pourcentage des syndiqués atteignait 95 à 100 % des effectifs employés. Mais cela même indique que dans le reste de la France, la C.G.T. ne groupait qu'une minorité de la classe ouvrière, et que par conséquent elle était, sur le plan général, un organisme insuffisant pour la prise du pouvoir par les masses. A plus forte raison aujourd'hui où elle ne groupe plus guère que 30 % du prolétariat.

D'autre part, les couches « sociales » qui composent la classe ouvrière jouent un rôle très différent dans le déroulement concret de la lutte d'une part, et dans la vie parlementaire des congrès syndicaux. La vieille C.G.T. réformiste était une C.G.T. de fonctionnaires. Au fur et à mesure que la C.G.T. de masse, née en Juin 36, s'enfonçait dans la collaboration de classe et que les ouvriers combattis d'instinct l'abandonnaient, le rôle des couches arrières et privilégiées de la classe ouvrière (fonctionnaires, personnel à statut) croissait dans la C.G.T., jouant un rôle de frein de plus en plus puissant par rapport aux corporations d'avant-garde, fournissant une base sociale à un retour offensif du réformisme traditionnel (Amis de Syndicats). Pratiquement le rôle de ces couches a éclaté crânement lors de la grève du 30 novembre 38. En elle-même cette grève a été un succès dans la métallurgie parisienne ; pas un succès brillant, mais enfin il y a eu cessation du travail à 70 ou 80 %. Si les ouvriers de la métallurgie ont senti dans les jours qui suivirent et sentent encore passer aujourd'hui le vent de la défaite et de la répression, c'est précisément parce que la journée du 30 novembre a montré à plein comment

la structure même de l'organisation syndicale facilitait aux couches réactionnaires de la classe ouvrière de jouer le rôle d'obstacle à la lutte de masse et donnait ainsi une base aux manœuvres criminelles des bureaucrates.

La structure de la C.G.T. qui résulte des luttes menées depuis 50 ans par le prolétariat français a pris forme dans une période de victoires réformistes. Son rôle est avant tout la défense, le maintien juridique des avantages acquis, et à l'origine ces avantages étaient souvent acquis au travers de luttes restreintes. Même aujourd'hui le rôle de l'organisation syndicale reste en premier lieu la défense quotidienne des avantages acquis. Par là même sa structure ne peut pas ne pas comporter des traits conservateurs et même réactionnaires et joue en faveur des couches conservatrices de la classe ouvrière. Or les conditions actuelles de la lutte exigent une offensive permanente de la classe ouvrière, une mobilité extrêmement grande, la possibilité pour les différentes corporations qui peuvent successivement se trouver à l'avant-garde de la lutte d'entraîner le gros des troupes derrière elles ; ainsi l'appareil syndical devient insuffisant pour ces tâches. Il faut un second appareil plus vaste, plus souple, plus mobile celui des comités. Dans ce cadre le rôle des syndicats est de consolider et d'organiser les victoires acquises et par là de faciliter les nouvelles victoires. Comités et syndicats ne s'excluent pas ils doivent au contraire collaborer.

Ainsi c'est le rôle même que les syndicats ont à jouer dans la défense de la condition de vie des travailleurs qui leur lie les mains et les empêche d'aller de l'avant dans la voie d'une offensive permanente contre le régime. Ils peuvent collaborer à la tâche de la prise du pouvoir ; ils sont impuissants à eux seuls à remplir cette tâche. L'expérience depuis Juin 36 le montre très clairement.

Il est encore plus évident que les syndicats seraient absolument incapables de gérer l'ensemble de la société après la prise de pouvoir. Conçoit-on l'organisation syndicale décidant sur la planification de la production, sur l'organisation de la lutte contre la contre-révolution bourgeoise, sur les problèmes techniques de l'armée prolétarienne, sur l'éducation, la culture, la recherche scientifique et enfin sur l'amélioration des conditions de vie des travailleurs. Il est clair que sur la plupart des points, elle n'est pas compétente. Il est vrai qu'en Espagne les anarcho-syndicalistes de la C.N.T. ont résolu la question : ils ont été chercher les compétences bourgeoises et en ont fait des ministres. On connaît le résultat. Mais ceci nous amène à une dernière question, celle des rapports entre les syndicats et l'avant-garde révolutionnaire.

(1) Voir « Lutte Ouvrière » numéros 109 et 110.

Chez les employés des P.T.T. de la Région Parisienne

Le Comité Régional des Employés des P.T.T. a tenu ses assises le dimanche 26 février.

A cette occasion, le Bureau sortant ainsi que la Commission Exécutive, composés exclusivement par des éléments staliniens, ont été renouvelés avec les mêmes dirigeants.

Il est cependant digne de remarque de la Seine non point ménagé leurs critiques à l'égard du Syndicat Général des Employés et de la Fédération Postale.

Mais la tactique utilisée par les « Sous-bonzes » de la Région Parisienne porte ses fruits.

Les Fleury, Bazéby, Hallé et consorts s'efforcent de faire retomber sur les épaules des responsables réformistes du Syndicat et de la Fédération tout le poids des fautes résultant de la collaboration des classes.

Le rapport d'activité tracé par le Secrétariat sortant porte en effet, que la propagande organisée en faveur de l'augmentation des traitements et de l'application des 40 heures ne correspondait au projet établi par les membres du Bureau Régional.

Ainsi, l'édition d'une affiche réclamée, naguère par Fleury à la C.E. Fédérale fut repoussée par les hautes sphères.

La lutte engagée par les staliniens et les réformistes ne constitue qu'une vulgaire querelle de prestige entre « fromagistes ».

Les militants des sections de Boulogne, Choisy-le-Roi et du Central Télégraphique démentent qu'il n'existe aucune afférence fondamentale dans l'activité des uns et des autres. Le jour n'est plus éloigné où les camarades postiers parisiens feront tomber le masque ex-révolutionnaire des staliniens et confondront dans une même opprobre les dirigeants actuels de la Fédération Postale et de la Ré-

gion Parisienne dont la politique de collaboration des classes a conduit le prolétariat à la défaite.

Fidèles à la vieille tradition de combat revendicatif, les travailleurs des P.T.T. iront grossir les rangs de ceux qui luttent à l'avant-garde du mouvement ouvrier ; ils rejoindront le Parti Ouvrier Internationaliste.

Les Cantonniers de la Ville de Paris manifestent dans le 15^e

La volonté de combat des travailleurs n'est pas éteinte en dépit des trahisons perpétrées par les dirigeants staliniens et réformistes de la C.G.T.

Le jeudi 3 mars à midi, le délégué à son domicile en compagnie d'un camarade, lorsque mon attention fut attirée par des bruits provenant d'une rue avoisinante.

Nous nous penchâmes à la fenêtre et vîmes un groupe d'une soixantaine de cantonniers de la ville de Paris qui défilaient au milieu de la populace rue de Valenciennes aux cris de « nos salaires, nos 40 heures ».

Le cortège parvint au carrefour de la Convention où la police capitaliste dispersa les manifestants.

Au travers de la terrible offensive patronale et gouvernementale les prolétaires comprennent la nécessité de mener la lutte contre leurs exploités.

A l'exemple du magnifique mouvement de Juin 1936, ils doivent organiser le combat en chassant les responsables félons, rivaux à leur fauteuil de permanent syndical.

Au Comité Local Intersyndical du 17^e

Réunion annuelle pour le renouvellement du Bureau, le Dimanche 5 Mars au siège du C.L. et rapport d'activité. Voilà le contenu de la débâche d'affiches sur les murs du 17^e pour appeler les 15000 syndiqués de l'arrondissement à venir.

Les staliniens n'avaient pas pris une grande salle, ils étaient déjà au courant du peu de succès que rencontrerait hélas cette A. G. auprès des syndiqués du coin.

La salle du siège du C.L. a été largement suffisante pour contenir les présents qui ont été 80 au maximum.

Les dirigeants du coin ont été quelque peu surpris de voir une minorité révolutionnaire s'affirmer sur les positions du « cercle syndicaliste lutte de classe » car depuis 1936 ils n'étaient pas tellement aux prises avec les oppositionnelles qui ne pouvaient pas se faire entendre par suite de la grande démocratie régnant à l'intérieur du C. L. comme dans la C.G.T. en général.

Un rapport d'activité développé par le responsable fut mis en discussion sur le fond par les camarades minoritaires qui affirmèrent la nécessité du « contrôle de la production et de l'échelle mobile des salaires par la classe ouvrière ».

Un camarade fit ressortir la trahison de tous les Jouhaux, Blum, Thorez et la nécessité de revenir aux méthodes de Juin 1936.

Le rapport d'activité parlait de la réorganisation de la vente de « Messidor », ce gouffre qui coûta 7 millions aux syndiqués en 1938 et le responsable stalinien oublia de signaler également la vente de la V. O. bien que ce fut consigné en noir sur blanc sur le rapport.

Vente de la V. O. ? non ! mais abonnement du C.L. à tous les organes de tendances et notamment au « Réveil syndicaliste » fut la position développée par un camarade cercleux.

A signaler, la présence dans la salle du député stalinien Moquet, qui avait été prévenu de venir à la rescousse pour contrecarrer la minorité, mais trop tard pour lui !

20 0/0 des voix s'affirmaient sur une résolution traitant de toutes les questions intéressant le mouvement ouvrier, pour revenir aux méthodes révolutionnaires devant entraîner « la disparition du patronat et du salariat ».

Bonne réunion pour la minorité ré-

volutionnaire dans le 17^e. Après celle-ci que les camarades travaillent dans le C.L. et sous peu des résultats importants seront acquis.

L'unité d'action dans le 17^e arrondissement

La cellule du 17^e du P. O. I. et du I.S.R. et la 17^e section du P.S.O.P. se sont adressées ensemble aux cellules du 17^e du Parti Communiste pour les inviter à envisager l'action locale contre les fascistes qui relèvent la tête.

Nos camarades demandaient en particulier une action contre le royaliste G. Claude qui préparait un meeting de masse à Gaumont.

En portant une lettre au P.C., ils ont pris contact avec ses représentants, mais n'ont pas encore reçu de réponse.

Dans cette lettre, ils disaient en particulier : « Séparés, nous serons battus par la bourgeoisie qui veut nous amener à sa guerre de banditisme et pour cela nous enlever nos moyens d'existence, nous plonger dans le chômage, le fascisme ! Toutes les concessions faites à la bourgeoisie (confiance aux radicaux, aux Kérislins, aux catholiques), tout compromis patriotique avec l'ennemi de classe pour « défendre l'Empire » des bandits coloniaux, n'empêcheront pas que la bourgeoisie veuille nous abattre, et c'est pour cela que nous vous appelons à la lutte ». Il faut dresser le barrage du prolétariat et revenir à une position de lutte contre nos ennemis de classe.

Cercle du 17^e

Nous apprenons qu'un Cercle lutte de Classe a été constitué dans cet arrondissement et qu'une réunion a déjà eu lieu.

Un bureau a été formé composée de 6 membres représentant chacune une fédération différente.

Une réunion aura lieu dans le courant de la semaine prochaine. Que les camarades qui voudraient y assister le fasse savoir à Varnier, Cercle du 17^e, 8, rue Legouvé.

LÉON TROTSKY

APRES MÜNICH

UNE LEÇON TOUTE FRAICHE
(Sur la question du caractère de la guerre prochaine)

1 broch. 24 p. - 1^{er} - Publications Populaires

LISEZ

La leçon de l'Espagne

dernier avertissement

par

Léon TROTSKY

Une brochure à répandre éditée par les

JEUNESSES SOCIALISTES REVOLUTIONNAIRES

« OU VAS-TU, JEUNE TRAVAILLEUR ? »

Vie et lutte d'un jeune

Prix : 1 fr.

Commandes aux Publications Populaires

ALERTE

NOTRE « LUTTE OUVRIÈRE » EST DE NOUVEAU EN DIFFICULTÉ.
SANS UN SÉRIEUX EFFORT DE TOUS NOS AMIS, NOUS RISQUONS DE NE POUVOIR ASSURER UNE PARUTION HEBDOMADAIRE RÉGULIÈRE.
DES CETTE SEMAINE, IL FAUT QUE LES PAIEMENTS EN RETARD, SPÉCIALEMENT LES PHALANGES, SOIENT EFFECTUÉS.

KROUPSKAIA

Nadejda Konstantinovna Kroupskaïa s'est éteinte au lendemain de son 70^e anniversaire. La compagne de Lénine, l'une des premières organisatrices du bolchevisme dans l'émigration, s'éteint au moment où pour la première fois, lors de l'anniversaire de la mort de Lénine, la presse stalinienne n'hésite plus à imprimer ce qu'est Staline, et non Lénine, qui fut le véritable organisateur et fondateur de la révolution russe et de l'Etat soviétique.

Kroupskaïa s'était pratiquement retirée de la lutte politique depuis 1927. A quelles intrigues insondables Staline se livra-t-il auprès d'elle pour tenter de l'amener dans son jeu? Peut-être connaîtra-t-on mieux les efforts vains qu'elle fit pour sauver la tête de Zinoviev, de Piatakov et de Boukharine. Et sans doute aura-t-on finalement la certitude que ce n'est pas elle qui rédigea un article signé de son nom, exigeant le sang de ces victimes expiatoires.

Kroupskaïa fut la collaboratrice de Lénine dans tout son travail pratique. Déportée avec lui en 1896 en Sibérie, elle l'aïda dans la rédaction de son livre sur le Développement du capitalisme en Russie, et traduisit avec lui l'ouvrage de Webb sur le Trade-Unionisme. Plus tard, dans l'émigration, elle fut la secrétaire de l'Iskra, et au centre du travail pratique de liaison entre Lénine et les cadres social-démocrates en Russie. Elle fut en Russie avec Lénine en 1905 et travailla en 1911 à l'école bolchevique de Longjumeau près de Paris. A Cracovie en 1912 et 13, elle aïda au travail de liaison avec la Pravda de Petersbourg.

Tracer l'activité de Kroupskaïa pendant la guerre puis après la révolution de février et d'octobre, c'est re-

tracer l'activité de Lénine lui-même, dont elle était la constante collaboratrice. Sa propre inclination la portait vers les questions de l'éducation et de la pédagogie. Elle-même avait débuté comme étudiante destinée à la pédagogie, et elle ne cessa tout le long de sa vie, de se préoccuper des questions de la culture des masses populaires. (Elle fut d'ailleurs vice-commissaire à l'éducation de la RSFSR après octobre.) Mais les tâches modestes, pénibles et souvent périlleuses, de la lutte du parti, ne lui ont guère laissé le loisir de s'y consacrer.

Après la mort de Lénine en janvier 1924, Kroupskaïa fut de ceux qui prévinrent où Staline s'appropriait à entraîner le Comité Central russe. Quelques jours après la mort de Lénine, elle écrivit une courte lettre à Trotskiy : « Cher Léon Davidovitch,

« Je vous écris pour vous raconter qu'environ un mois avant sa mort, parcourant votre livre, Vladimir Ilitch s'arrêta au passage où vous donnez une caractéristique de Marx et de Lénine, et me pria de lui relire encore une fois ces lignes, et les écouta très attentivement, et ensuite voulut les revoir encore une fois de ses yeux. « Et voici ce que je veux encore vous dire : les sentiments que Vladimir Ilitch a conçus pour vous lorsque vous êtes venu chez nous à Londres, arrivant de Sibérie, n'ont pas changé jusqu'à sa mort.

« Je vous souhaite, cher Davidovitch, de garder vos forces et votre santé et je vous embrasse bien fort. » En 1925 et 26, Kroupskaïa soutint l'opposition de Léninegrad (Zinoviev-Kamenev); mais avec la défaite du bloc d'opposition en 1927, Kroupskaïa se retira de la lutte. Depuis douze ans, Staline veillait sur son isolement. Kroupskaïa représentait encore une parcelle de Lénine vivant. Elle meurt enfin dans un lourd silence, au moment où l'on répand cette nouvelle Histoire du Parti Communiste russe où Staline s'attribue, non plus l'héritage, mais la paternité du bolchevisme... La classe ouvrière mondiale fera connaître et respecter, à côté de tant d'autres, la vraie figure de la compagne de Lénine. — P. V.

CERCLE INDUSTRIEL DU BATIMENT (Lutte de Classe)

Pour envisager les moyens qui donneront une meilleure orientation à l'industrie du Bâtiment :

Réunion Intercorporative

le dimanche 12 mars 1939 à 9 heures précises 7, rue Lacharrière (métro Parmentier)

Le succès du Club Populaire du Cinéma

On nous communique :

C'est avec une vive satisfaction que le Club Populaire du Cinéma a constaté que cette année aussi le public populaire a répondu à son appel. C'est devant une salle comble que furent projetés le 22 février le beau film soviétique "Au loin une voile" et l'excellente satire "Le Capitaine de Kocnick".

Fidèle à un programme, le Club a inscrit au programme de sa prochaine séance deux films d'un intérêt particulier escamotés par les directeurs des cinémas, le célèbre film mexicain "Les Révoltés d'Alvarado" et un film soviétique de J. Tranberg (le réalisateur du "Train Mongol") : "Un fils de la Mongolie".

Vendredi 17 mars, à 21 h. précises à la Salle Poissonnière, 7, rue du Faubourg Poissonnière (Métro Bonne-Nouvelle). — Billets : 7 francs.

PUBLICATIONS POPULAIRES

OUVRAGES DE L. TROTSKY

La révolution trahie (1937) . 18
L'Internationale communiste après Lénine (1928) . 24
La Révolution Permanente . 24
La bureaucratie stalinienne et l'assassinat de Kirov . 3
Où va la France ? . 7 50
La seule Voie (1932) . 2
Problèmes de la Révolution allemande (1931) . 2 50
Vie de Lénine (T. I) . 16
La leçon de l'Espagne, dernier avertissement . 1
Les Crimes de Staline . 20

Willens-Rosmer-Serge : L'assassinat de Reiss . 7

La « Lutte Ouvrière » est en vente à LILLE aux kiosques suivants :

TABAC, Rue Neuve ; FURET DU NORD.

Le Gérant : PESCH

Imp. Spéciale, 15, Passage Dubail, Paris

Un bilan incomplet

« L'Humanité » a publié enfin le six mars un tableau général de l'accablante répression qui s'est abattue depuis le trente novembre sur la classe ouvrière : Lille, Valenciennes, Douai, Lyon, Avesnes, Dunkerque, Riom, Tarascon, Dieppe et Paris. Devant ces centaines d'ouvriers groupés par la haine patronale, l'« Humanité » adjure l'Etat et le patronat d'avoir un « geste d'union » (C'est d'une efficacité certaine).

Mais dans ce tableau, pas une ligne, pas un mot pour les militants des organisations et de la presse révolutionnaire frappés pour délits d'opinion, rien pour Suzanne Chaspy, ou pour Loret, voire pour Stève. Contre eux, un silence complice. Et ces gens-là prétendent lutter pour l'amnistie.

D. Guérin, Fascisme et grand capital 1
J.S.R. Où vas-tu, jeune travailleur ? 1
J. Jolinon, Les mutineries de Mai-Juin 1917 2
Lénine, Le krach de la II^e Internationale 4
Lénine, L'Etat et la Révolution 4 50
Lénine, K. Marx et sa doctrine Marx et Engels. Manifeste communiste 2
Thèses, manifestes et résolutions des quatre premiers congrès de l'I. C. 20
A. Rosmer, Histoire du mouvement ouvrier pendant la guerre 36
C. Naville, A. Gide et le Communisme 5
L. Sedov, Livre rouge sur le procès de Moscou 18
Sur le procès de Moscou : 18 questions, 18 réponses 0 50
Que veut le P.O.I. ? 1
(par 10 exemplaires) 8
D. Guérin, Fascisme et grand capital, 18 francs.
P. Naville, Une loi barbare contre les étrangers en France : 0 fr. 50.
M. Dommanget, De la Marseillaise à l'Internationale : 4 fr.
K. Landau, Le stalinisme en Espagne, 2 francs.
Ch. Fraipont, Histoire de l'arrière, 10 fr. (1914-1918).

Compte chèques postal : Naville-1333-80 Paris, 15, passage Dubail

Notre Cycle de Conférences sur la Révolution Française s'ouvrira le 17 Mars

La première Conférence aura lieu le VENDREDI 17 MARS AU PALAIS DE LA MUTUALITE rue Saint-Victor, à 20 heures 30 Nation, Patrie, et le sens historique de la Révolution Française par PIERRE VILAIN Les conférences suivantes seront : VENDREDI 24 MARS : La Révolution Française face à l'Europe Féodale, par H. MORRIS. VENDREDI 31 MARS : Marat, par D. ROUSSET. VENDREDI 14 AVRIL : Les prémices socialistes dans la révolution bourgeoise, par L. RIGAL. Les militants du parti et des jeunesses, tous nos sympathisants et amis sont invités à assister le 17 mars à la première Conférence de notre Cycle sur la Révolution Française.

La Fédération des Etudiants Révolutionnaires devant la guerre

Mercredi 1^{er} s'est tenu à la Mutualité le meeting de la F.E.R., annoncé par la "Lutte Ouvrière". Bonne réunion, non par le nombre de présents, mais parce qu'elle est un premier pas dans le travail d'éclaircissement politique trop longtemps différé.

Peillet montre d'abord la tâche importante des étudiants révolutionnaires dans la lutte contre le mensonge du Staliniisme, de la bourgeoisie et de son université.

Mais, Camarade Peillet, il y a aussi les mensonges des pacifistes du C.S.A. C.G. et des jaunes à la Emery ! Weitz pour les J.S.O.P. pose le problème de l'Internationale dans la guerre qui vient. Mais pas un mot de la nouvelle Internationale, qui ne peut être que la 4^e. A moins que Weitz ne veuille parler du "Front ouvrier International" centriste.

Les camarades se le demandent encore.

C'est notre camarade Libert des J.S.R. qui dissipera la confusion.

Dans un exposé limpide, il trace les perspectives de classe : ni pour les impérialistes momentanément pacifistes (pour des raisons d'opportunité) ni pour les impérialistes partisans d'une guerre immédiate. Ni pour ni contre Munich ! Mais une attitude de classe intransigeante avant la guerre seul gage contre l'union sacrée pendant la guerre. Et seule la Quatrième Internationale qui compte des sections dans

de nombreux pays peut devenir l'axe du redressement.

En terminant son exposé haché d'applaudissements, Libert dénonce l'attitude des dirigeants des syndicats P.T.T. et des Instituteurs qui allèrent chercher leur inspiration pacifiste dans les antichambres ministérielles. Il se déclare prêt à défendre son accusation devant une commission d'enquête. Il souligne les tâches des étudiants dans la lutte contre la guerre.

Après un court exposé de Humbert, Lucien Herart fait un discours en deux points :

A travers un antistalinisme confus qui justifie en même temps les chefs traités ("voyez-vous, camarades, le prolétariat ne semble pas mécontent d'être trahi, d'abandonner un internationalisme verbal") l'orateur s'attache à justifier l'attitude Munichoise du P.S.O.P. "Cette attitude peut être épisodiquement bonne, mais ne peut pas être la ligne générale d'un Parti révolutionnaire".

Dans son deuxième point Herart retrouve sa phraséologie révolutionnaire "Défaitisme ! Action directe ! Internationalisme prolétarien !"

Bonne réunion de confrontations d'idées. Mais la F.E.R. a plus que cela à faire. Elle doit élaborer et mettre en pratique un plan d'action pour l'action quotidienne contre le chauvinisme et contre le militarisme. Nul doute qu'après avoir fait le premier pas, elle ne fasse l'autre.

Comment le Front Populaire a ouvert les portes à Franco

L'INDUSTRIE DE GUERRE

(Suite)

Nous publions aujourd'hui la suite de la troisième partie de l'interview que nous avons prise à notre camarade Casanova concernant l'industrie de guerre (voir notre précédent numéro de la « Lutte Ouvrière »). Notre camarade après avoir décrit les difficultés du travail et le sabotage du sous-secrétariat à l'Armement dirigé par les stalinien et les républicains bourgeois et au sein duquel pullulaient les fascistes, parle des difficultés de transport car comme il dit, quand une pièce est terminée elle doit être livrée au destinataire et non attendre que « se maduran los higos » (que les figues deviennent mûres).

La semaine prochaine, nous publierons un chapitre consacré au retrait des volontaires.

— C'est évident, c'est même trop simple pour que tu nous l'expliques...

— C'est simple pour toi, continue notre ami, mais ce n'était pas si simple pour moi, ni pour nous tous dans notre usine à Barcelone. Nous recevons par exemple un ordre de « la Subsecretaria », de la section des Explosifs ou de la Section Blindée, de faire d'urgence « urgentissimo » une certaine quantité de pièces. Elles devaient être prêtes dans une semaine admettons. Les ouvriers y ont mis du leur. Elles sont prêtes dans le délai indiqué. Mais il faut qu'on vienne les chercher. (Ce sont des petites choses, mais les petites choses font les grandes, n'est-ce pas ?) Eh bien, parfois, malgré « urgentissimo » passaient des semaines, parfois un mois, et les pièces attendaient... On téléphonait des dizaines de fois pour qu'on les enlève et on recevait toujours la même réponse, le premier mot qu'entend et qu'apprend un étranger en Espagne : manana... (demain).

Par contre venaient très souvent chez nous des camions inutilement, très souvent pour nous dire bonjour tout simplement. C'était très gentil et très gai, mais cela coûtait de l'essence si précieuse. Je pourrais aussi citer le cas des deux motocyclistes faisant le trajet d'une centaine de kilomètres pour nous remettre « un document d'une extrême importance » — une simple facture qui pouvait nous être envoyée tout simplement par la voie postale.

— Tu chicanes... Tu t'arrêtes sur des petits faits qui n'ont pas toujours l'importance décisive. N'est-ce pas du bureaucratisme qu'on rencontre un peu partout, surtout dans la période révolutionnaire, quand l'appareil nouvellement construit ne peut pas fonctionner normalement ?

— Je proteste — intervient Casanova — on voit bien que tu n'as pas cette modeste expérience de ce travail qui m'a permis de toucher les choses de près.

« Solo trabajando mucho ganaremos la guerra », et aussi « Trabajar 12 horas, 14, 18, 24 horas no es bastante para ganar la guerra ! (17), et c'est juste. La guerre se gagne en travaillant, évidemment si on fait des choses utiles. Le temps est un facteur de premier ordre. Quand à ce bureaucratisme que je signale, non seulement il a

pris des proportions colossales, mais on ne le combattait pas sérieusement. J'emploierai un terme un peu grossier et qui ne me plaît pas, mais qui reflète bien la réalité, en tout cas en ce qui concerne l'administration catalane : « On s'en foutait ». « Es igual », « Esta bien » (« C'est égal » et « Ça va comme ça »). Mais derrière ce j'em'foutisme, ne se cachait pas seulement l'insouciance et l'imbécillité, mais aussi le vrai sabotage... et l'authentique 5^{me} colonne. On ne peut même pas comparer ce bureaucratisme avec le bureaucratisme qui existe et qui existait en Russie dans les premières années de la révolution.

Un exemple, afin de te montrer la différence des procédés dans les mêmes cas en Russie en 1918, 1919, dans le plein de la guerre civile, et en Espagne en 1936-1939.

Fin mars, au moment de la rupture du Front d'Aragon, à l'usine où je travaillais, vient un représentant de « la Subsecretaria » avec une commande de pioches. On en avait un besoin urgent vu l'avance rapide des fascistes qui avaient rompu le front, et avançant avec une vitesse foudroyante vers la Catalogne. L'usine était encombrée de commandes, mais les pièces qui étaient commandées avant pouvaient évidemment attendre. Les pioches, c'était plus urgent. On en avait besoin pour faire des tranchées et construire une nouvelle ligne de résistance. Eh bien ! dans un cas pareil, en Russie, (je pourrais citer des faits qui m'ont été rapportés par un camarade qui a travaillé précisément dans l'industrie de guerre en Russie, et 20 ans après en Espagne) venait un ordre militaire : il fallait sous peine même d'être... liquidé, exécuter la commande.

Dans mon usine, en l'an de grâce 1938, ont commencé d'abord les pourparlers, ensuite des marchandages, après des réunions des comités suivies d'une correspondance entre l'usine et « la Subsecretaria » et on n'a pas fait les pioches.

Si en Russie le bureaucratisme ne manquait pas, il y avait au moins une main ferme, une direction consciencieuse, qui contraignait tout et qui, malgré le sabotage et tous les obstacles, imposait sa volonté. Tout cela manquait en Espagne, manquait parce qu'il n'y avait pas d'unité réelle (malgré tout ce qu'on a chanté là-dessus), unité qui du reste ne pouvait pas se faire sur la base contradictoire du Front populaire. Cette contradiction éclatait à chaque instant. Elle crevait les yeux pour celui qui savait voir. Cette contradiction la voici : d'un côté le prolétariat qui voulait se libérer économiquement, de l'autre les bourgeois de gauche et leurs valets, qu'ils soient du rite stalinien ou anarchiste. Les uns voulaient être les maîtres des usines, les autres voulaient que tout rentre dans l'ordre... l'ordre bourgeois dans lequel ils promettaient généralement aux ouvriers des réformes. LES UNS, LES OUVRIERS, VOULAIENT EN FINIR AVEC LE CAPITALISME, LES AUTRES VOULAIENT LE CONSERVER. Pour voir la contradiction, le microscope n'était pas nécessaire, mais aucun microscope ne peut servir à des aveugles.

Cette « légère » contradiction, dont le rappel fut considéré par les autocrates du Front populaire comme le plus grand péché du XX^e siècle, et qui s'appelle le trotskysme, ressortait dans tout, absolument tout, car elle n'était pas accidentelle, accessoire, occasionnelle, mais elle était à la base de toute la guerre civile en Espagne.

Elle ressortait comme nous avons pu le constater dans l'industrie de guerre, dans l'armée républicaine, dans toute la vie de l'Espagne gouvernementale et dans son économie en premier lieu.

ESPAGNE TRAHIE

En Septembre 1936, le Maroc faillit se soulever

En liaison avec l'interview de Casanova nous publions ci-dessous le récit d'un camarade responsable du P.O.I. qui participa activement aux négociations entre les nationalistes arabes et l'Espagne républicaine en 1936.

La guerre civile espagnole comportait un problème colonial qui pouvait être décisif pour la révolution — celui de la zone rifaine. Nous l'avons abordé non seulement théoriquement et dans la propagande, mais aussi pratiquement.

Il nous apparut dans toute son urgence, alors que nous étions en pays berbère en août 1936. Le soulèvement rifain présentait un double intérêt, militaire et immédiat ; il prenait Franco dans un étau et lui enlevait sa base d'opération assurait presque certainement la victoire des milices ouvrières ; social : le Rif indépendant, même pour toute une période sous le joug nationaliste, assurait un pôle d'attraction formidable pour les masses exploitées d'Afrique du Nord.

Un premier obstacle s'offrait devant nous. Pour assurer une telle tâche, il aurait fallu un parti révolutionnaire indigène. Ce parti n'existait pas. Il n'y avait même pas un embryon d'organisation. Les seules liaisons révolutionnaires étaient constituées par des éléments européens sans participation réelle à la vie de la masse indigène. Nous ne pouvions analyser ici les raisons historiques, économiques et sociales qui avaient abouti à cette absence de tout instrument révolutionnaire. Le fait demeure.

Ne pouvant nous appuyer pour entreprendre ce travail sur un parti ou une organisation ouvrière berbère, nous devions reporter nos regards vers les nationalistes arabes. Seuls ils avaient les liaisons et les forces nécessaires pour entreprendre le soulèvement militaire du Rif.

Il faut d'ailleurs préciser dès maintenant que la carence absolue des organisations espagnoles sur ce plan nous gêna beaucoup. Elles disposaient de moyens matériels considérables qui, dans le cadre d'une politique d'émancipation nationale révolutionnaire, auraient certainement abouti à créer dans un temps rapide un mouvement favorable. Loin de là, lorsque nous arrivâmes au début de septembre 36 à Barcelone, les anarchistes n'avaient réussi qu'à faire parler à la radio un ancien légionnaire qui discourait en arabe. Ils étaient si peu assurés de lui qu'ils demandèrent aux Arabes qui se trouvaient avec nous de contrôler ses informations.

Nous n'avons jamais sous-estimé les dangers que comportait le fait de nous appuyer sur le mouvement nationaliste arabe sans contrepois politique dans la masse indigène elle-même. Nous examinerons ailleurs les limites que la situation objective nous paraissait apporter à ces dangers. Mais il n'y avait point d'autre voie. Entre l'inaction et la possibilité d'une victoire militaire grâce à l'apport nationaliste, notre choix était fait. Cette victoire amenait le triomphe du camp ouvrier, c'est-à-dire, inéluctablement, le règlement révolutionnaire de la situation coloniale.

Ceux qui laissèrent à Franco les légions marocaines

Ceci posé, une nouvelle difficulté se dressait devant nous. Dans les mois précédents nous avions été amenés à prendre des contacts avec les dirigeants nationalistes. Il nous était donc aisé d'engager la discussion avec eux. Mais en cette manière il nous fallait parler au nom du mouvement espagnol et nous n'avions pas alors de relation directe avec ce dernier. Cette difficulté fut résolue par l'arrivée d'un camarade venant de Barcelone. Ce camarade n'appartenait pas à notre organisation, mais préoccupé par le problème rifain, il avait rencontré à Barcelone nos représentants qui l'avaient immédiatement mis en contact avec nous. Il n'avait pas de mandat ferme, mais plusieurs dirigeants de la CNT l'avaient conseillé d'intervenir dans ce sens, et en particulier Frederica Montseny, sans cependant prendre de résolution responsable d'organisation. Sa présence nous permit d'entamer immédiatement la discussion avec les nationalistes arabes.

Les premiers contacts s'achevèrent par un refus catégorique des nationalistes qui ne voyaient dans la question qu'aventure et danger. Cependant, sur la base de ces premières conversations des documents furent échangés et la discussion reprit.

Dans le même temps le gouvernement français, le ministre Blum, se préoccupait lui aussi de la situation rifaine. Il envoyait un émissaire au Maroc, membre du P.S., et depuis longtemps au courant des choses et des gens d'Afrique du Nord. Le but était clair ; sonder les milieux arabes, se renseigner sur leurs intentions, présenter leur réaction en cas d'une offensive militaire de l'impérialisme français dans la zone rifaine. Il est indiscutable en effet que pendant toute une période le capitalisme français songea à utiliser la guerre civile pour annexer le Rif. Nous pourrions le démontrer. Ce n'était d'ailleurs que poursuivre les anciens plans de Lyauté. Ce voyage se fit auprès des milieux nationalistes de la zone française et dura environ une dizaine de jours.

Les stalinien n'étaient pas étrangers à ces préoccupations. Ils envoyèrent dans la même période au Maroc français un émissaire fort connu comme « sympathisant » du P.C. Le but était d'ailleurs le même : provoquer une intervention militaire du gouvernement français dans le Rif.

Nos conversations avec la direction nationaliste durèrent trois semaines. Elles aboutirent à un succès. Les nationalistes acceptèrent de se rendre à Barcelone pour discuter avec le gouvernement catalan, et ensuite avec Madrid de l'indépendance rifaine, condition du soulèvement militaire. Ils désignèrent deux représentants qui furent chargés de nous accompagner en Catalogne et de traiter. D'autre part les préparatifs propagandistes se développaient auprès des chefs de tribus hostiles à Franco.

Nous arrivâmes à Barcelone dans la première semaine de septembre. Les discussions commencèrent immédiatement avec le Comité Central des Milices.

(à suivre).